

Juncker, fureur à la tête de l'Union européenne



« A quelle profondeur d'illusion ou de parti pris faudrait-il plonger, en effet, pour croire que des nations européennes, forgées au long des siècles par des efforts et des douleurs sans nombre, ayant chacune sa géographie, son histoire, sa langue, ses traditions, ses institutions, pourraient cesser d'être elles-mêmes et n'en plus former qu'une seule ? »

Charles de Gaulle

Mélenchon a applaudi à la victoire de Syriza en Grèce. Mais jamais il ne sera Tsipras parce que jamais contrairement au leader de l'extrême-gauche grecque il ne passera un accord avec un parti de droite dit populiste pour gouverner contre la nomemklatura européenne.

Et c'est cet accord qui effraie la caste médiatico-politique à Strasbourg, à Bruxelles, à Berlin.

« Il ne peut y avoir de choix démocratique contre les traités européens » a vociféré Juncker, le président de la Commission européenne.

Traduction : le vote démocratique ne peut remettre en question l'Europe telle que l'a construit la caste.

Nous en avons déjà eu un aperçu avec le référendum de 2005.

Nous voici bien cadénassés dans les prisons de l'Empire.

Juncker était beaucoup moins raide quand il permettait à des dizaines de multinationales de passer à travers les mailles du

filet fiscal des pays de l'UE.

Une fois porté au pouvoir par l'équivalent de l'UMPS au niveau européen, le voici dans le costume rigide et menaçant qui a souvent fait fureur dans cette Europe alémanique mariant le puritanisme protestant quand cela l'arrange et les coups de baguette pan pan cucul sur ceux qui refusent de marcher au pas de l'oie bruxellois.

En Suède, cette Europe-là vient de montrer de quoi elle est capable quand le peuple vote mal ou se prépare à le faire.

Devant la montée en puissance d'un parti de droite taxé de populisme, l'UMPS à la mode suédoise a réalisé un véritable coup d'Etat, un pacte pour qu'il n'y ait pas d'élections en mars et que plus tard, quand elles auront lieu, le résultat soit connu avant de déposer un bulletin dans l'urne.

Pour cela, un accord de gouvernement a été signé entre les deux partis qui dirigent le pays depuis des décennies.

C'est comme cela que la Suède, avec son politiquement correct extrémisé, un des pays les plus faux culs d'une Union qui n'en manque pas, a choisi de jeter la démocratie représentative dans les oubliettes.

La phrase de Juncker s'adresse, pour l'instant, surtout aux Grecs. En attendant les Espagnols, les Italiens, les Français... Les descendants d'Achille ont choisi Syriza. Crime impardonnable. Un parti qui veut renégocier la dette qui asphyxie la société hellène, la jetant dans un tunnel dont personne ne voit la sortie.

Aussitôt la bourse d'Athènes a dévissé. Aussitôt la propagande européenne a fait de Tsipras un ami de l'Ours russe, du tueur de gentils ukrainiens, du dévoreur de chair fraîche en Crimée, du soutien à l'horrible Bachar contre les aimables djihadistes.

L'Europe s'est donné tellement de mal pour asservir ce pays qu'il ne faudrait pas qu'un type presque inconnu vienne chambouler le jeu.

Les banksters – Goldman Sachs en tête – agissant sur ordre (de qui ? du gouvernement grec de l'époque ? de l'Union européenne ?) ont truqué les comptes pour que la Grèce puisse

entrer dans le cirque européen de la monnaie unique.

Résultat : la patrie de Zorba est aujourd'hui déchiquetée par tous les rapaces de la planète fric.

L'argument – outre le fait qu'il ne faut pas revenir sur le passé (Nicolas Baverez sur le plateau de Zemmour & Naulleau) – que les Grecs ont bien profité de cette tricherie et qu'ils doivent maintenant payer est d'une mauvaise foi, d'un cynisme très bureaucratique.

Cela revient à dire que si une banque vous donne un crédit pour l'achat d'un frigo tout en sachant que vous n'avez pas les revenus nécessaires pour la rembourser, il est normal, une fois l'appareil dans votre cuisine qu'elle vous en réclame plusieurs fois le prix. Devant l'impossibilité que vous la remboursiez, elle vous ruine (plus de maison, plus de soins, plus de boulot, plus de retraite...).

Reste le suicide.

Suicide individuel et collectif. Ou le vote pour Syriza.

Peut-être l'ultime soubresaut de la nation grecque.

L'avertissement de Juncker est clair : « Défilez-vous et nous vous détruirons ! »

Les Grecs qui jadis repoussèrent l'envahisseur perse à Marathon, puis à Salamine et Platée, auront-ils la force d'en faire autant avec l'Europe junckérisée ?

Marcus Graven